

Cohésion sociale

Les missions touchant au secteur de la cohésion sociale ont occupé 26 % de l'activité de l'IGAS en 2019. Ce champ comprend les politiques en faveur des personnes vulnérables –mineurs en danger, personnes âgées dépendantes, personnes en situation de handicap ou d'exclusion sociale– visant à la compensation des manques individuels et à l'accès aux droits sociaux. Plus généralement, ces missions concernent les politiques ayant pour objet de conforter ou restaurer la cohésion sociale, entendue comme la capacité d'une société à faire vivre ensemble tous les citoyens.

Ce domaine se caractérise par l'importance des compétences des collectivités territoriales (les départements en particulier) et de l'intervention des associations, amenant l'État à jouer un rôle de législateur, de stratège et de pilotage, plus rarement d'acteur direct de la mise en œuvre des politiques. Ces politiques sont également marquées par leur forte dimension interministérielle. Ainsi, l'IGAS intervient conjointement avec d'autres inspections générales pour 45 % des missions du champ de la cohésion sociale (notamment l'Inspection générale de l'administration, l'Inspection générale des finances et l'Inspection générale de la justice).

Des missions relatives à des publics fragiles

Deux missions ont porté sur l'accès au travail et les manières de l'exercer : pour les personnes handicapées, avec une évaluation des établissements et services d'aide par le travail (Esat) ; et pour les personnes en chômage de longue durée, avec une évaluation des expérimentations territoriales.

Dans le prolongement d'une évaluation inter-inspections de l'efficacité des politiques publiques menées sur la ville de Roubaix, un poste de sous-préfet délégué a été créé pour la mise en œuvre de recommandations.

L'IGAS a été sollicitée afin d'éclairer la stratégie nationale de protection de l'enfance présentée à l'automne 2019 : après une mission sur la mise en œuvre de mesures de prévention, un état des lieux de l'exécution des décisions de justice, accompagné de recommandations, a été réalisé ; et l'IGAS a piloté une démarche de consensus relative aux interventions à domicile. Le déploiement de cette stratégie nationale a été accompagné par un appui de l'IGAS à la contractualisation État-Départements.

L'Inspection générale a été mobilisée sur des politiques sectorielles : l'évaluation du soutien public à la lutte contre la précarité alimentaire et le développement de l'habitat inclusif. Elle l'a été également en appui de missions confiées à des parlementaires sur l'adoption ; et à des personnalités qualifiées, sur la lutte contre l'illettrisme.

L'IGAS a évalué la loi de 2016 sur la lutte contre le système prostitutionnel et l'accompagnement des personnes prostituées. Elle a aussi mené une mission novatrice sur le recueil des preuves sans plainte, concernant les violences faites aux femmes.

Deux missions sur des dispositifs sociaux très ciblés ont été réalisées : sur l'aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants et sur l'allocation de solidarité aux personnes âgées.

Un investissement poursuivi au service des réformes en cours

L'IGAS a poursuivi en 2019 sa contribution aux travaux sur les réformes du grand âge : dans la suite de l'appui fourni aux travaux sur la réforme de la prise en charge des personnes âgées (mission Libault), un appui à la coordination du projet de loi est assuré ; tout comme l'IGAS est venue en appui des travaux sur l'attractivité des métiers du grand âge (mission El Khomri).

L'IGAS a été également en appui à la réforme du revenu universel d'activité : tout d'abord sur les principes, les contours et les modalités possibles, puis sur sa préfiguration technique. La participation de l'IGAS aux travaux sur le pilotage de la réforme de la base ressources des aides au logement, engagée en 2018 a été renouvelée en 2019.

Après avoir participé en 2018 à l'étude de faisabilité de la « démonétisation » du revenu de solidarité active (RSA) en Guyane et à Mayotte, l'IGAS a continué en 2019 pour l'expérimentation d'un nouveau mode de délivrance du RSA en Guyane, à Mayotte et à St-Martin.

L'IGAS a également été sollicitée pour la mise en œuvre de l'obligation de formation des 16-18 ans.

Le contrôle du secteur social

L'IGAS a mené, en 2019, une mission de suivi du contrôle effectué en 2017 sur l'association « Le silence des justes » qui accueille des enfants et des adultes avec des troubles autistiques lourds. Le film de fiction « Hors normes », sorti en octobre 2020, intègre dans son scénario la première mission de 2017.

Une mission de l'IGAS a contrôlé le service de l'aide sociale et celui de la protection maternelle et infantile (PMI) d'un département.

Par ailleurs, l'IGAS se mobilise pour améliorer les procédures de contrôle, avec la refonte en cours du guide de contrôle des établissements médico-sociaux. Elle a été également chargée d'élaborer des scénarios de création d'une mission de contrôle et d'audit des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Les organisations et les modalités de mise en œuvre des politiques publiques

Dans le prolongement du rapport de la députée Mme Peyron sur la Protection maternelle et infantile (PMI), une mission sur le transfert vers la branche famille des missions de la PMI relatives aux modes d'accueil du jeune enfant a été menée. Une autre a étudié le transfert à l'Éducation nationale et à l'enseignement supérieur des missions de formation et de certification dans les secteurs de l'animation jeunesse, du sport, du social, du sanitaire et du paramédical.

Le financement des associations nationales du secteur social par deux programmes budgétaires a été évalué et accompagné de recommandations. Le Conseil national d'accès aux origines personnelles (CNAOP) a fait l'objet d'un audit. Les tarifs sociaux ferroviaires et les modalités de calcul de leurs compensations dans le contexte d'ouverture à la concurrence ont été expertisés.

Le numérique devient un outil usuel pour le déploiement des politiques sociales. L'IGAS a examiné les modalités de son usage dans l'accès aux services publics sociaux afin d'éviter de nouvelles inégalités dans l'accès aux services et aux droits sociaux. La question de l'identité numérique a également fait l'objet d'une mission conjointe.

Enfin, l'IGAS est associée à des travaux inter-inspections chargés d'accompagner les réformes d'organisation de l'État, particulièrement pour leurs conséquences sur les services relevant des ministères sociaux. Ces travaux ont porté en 2019 sur la mise en place de secrétariats généraux communs aux services de l'État dans les départements et régions d'outre-mer. Une revue des missions des services interministériels départementaux des systèmes d'information et de communication (SIDSIC) a été réalisée.

Les rapports ‘Cohésion sociale’ mis en ligne ⁷

- **Évaluation de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées**
Valérie GERVAIS et Dr Pierre LOULERGUE – Conjoint IGA- IGJ
>[Lire le rapport](#)
- **Réforme de l’aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants dans leur pays d’origine (ARFS)**
Bruno DROLEZ, Vincent MAYMIL et Jean-Marie PALACH
>[Lire le rapport](#)
- **Sécurisation du transfert de la gestion du service de l’allocation de solidarité aux personnes âgées (SASPA)**
>[Lire le rapport](#)
- **Délais d’exécution des décisions de justice en matière de protection de l’enfance**
Philippe GAZAGNES et François-Mathieu ROBINEAU, avec la participation de Louise GUERNER, stagiaire - Conjoint IGJ
>[Lire le rapport](#)
- **La lutte contre la précarité alimentaire – Évolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique**
Franck LE MORVAN et Thomas WANECQ
>[Lire le résumé](#)
> [Lire le rapport](#)
- **Démarche de consensus relative aux interventions de protection de l’enfance à domicile**
Geneviève GUEYDAN - Avec l’appui de Nadège SEVERAC, sociologue, conseillère scientifique de la démarche, et de la Direction générale de la cohésion sociale
>[Lire le rapport](#)
- **État des lieux et perspectives d’évolution du groupement d’intérêt public « Enfance en danger » (Giped)**
Stéphanie FILLION, Jean-Robert JOURDAN et Thierry LECONTE
>[Lire le résumé](#)
>[Lire le rapport](#)
- **Appel à la générosité publique - Contrôle du compte d’emploi des ressources de l’association Handicap International France**
Florence ALLOT, Didier NOURY et Alexandre PASCAL
>[Lire le rapport](#)
- **L’efficacité des politiques publiques mises en œuvre à Roubaix**
Christian DUBOSQ, avec la participation de Rozenn BICHON, stagiaire
Conjoint IGA, IGEN, IGAENR, CGAAER
>[Lire le rapport](#)
- **Évaluation du congé parental d’éducation et de la « prestation partagée d’éducation de l’enfant » (PreParE)**
Geneviève AUZEL, Erik RANCE et Frédéric REMAY
>[Lire le résumé](#)
>[Lire le rapport](#)

⁷ Rapports mis en ligne en 2019, ainsi que les rapports mis en ligne en 2020 correspondant à des missions lancées en 2019

- **Évaluation de la politique de prévention en protection de l'enfance**
Stéphanie DUPAYS, Hervé LANOUZIERE et Bénédicte LEGRAND-JUNG - Conjoint IGEN/IGAENR
>[Lire le résumé](#)
>[Lire le rapport](#)
- **Améliorer et simplifier la compensation du handicap pour les enfants**
Daniel LENOIR, avec la participation d'Hervé DROAL, administrateur civil
>[Lire le résumé](#)
>[Lire le rapport](#)
>[Lire le communiqué ministre](#)
- **Évaluation du dispositif d'accueil pour enfants et adultes handicapés géré par l'association 'Le Silence des justes'**
 - **Le rapport de 2017 : 'Évaluation du dispositif d'accueil pour enfants et adultes handicapés géré par l'association 'Le silence des justes'**
Hayet ZEGGAR et Alain LOPEZ
>[Lire le rapport de 2017](#)
 - **Le rapport de 2019 : 'Suites données au rapport relatif à l'évaluation du dispositif d'accueil pour enfants et adultes handicapés géré par l'association 'Le Silence des justes'**
Geneviève GUEYDAN et Véronique GUILLERMO
>[Lire le rapport de 2019](#)
- **Mission sur les morts violentes d'enfants au sein des familles – Évaluation du fonctionnement des services sociaux, médicaux, éducatifs et judiciaires concourant à la protection de l'enfance**
Claire COMPAGNON et Nicolas DURAND – Conjoint IGJ et IGAENR
>[Lire le rapport](#)
- **Contrôle des procédures d'adoption dans le département de Seine-Maritime**
Dr Pierre ABALLEA, Fadela AMARA et Christine BRANCHU
>[Lire le rapport](#)
- **Évaluation du coût des mesures de protection juridique des majeurs gérées par des mandataires judiciaires — Note méthodologique préalable à la réalisation d'une enquête de coûts**
Antoine MAGNIER et Frédéric REMAY avec la participation de Damien MAYAUX, stagiaire
>[Lire le rapport](#)

Les rapports des missions d'appui 'Cohésion sociale' mis en ligne ⁸

- **'Demain, je pourrai choisir d'habiter avec vous', rapport sur l'habitat inclusif de Denis PIVETEAU, Conseiller d'Etat, et Jacques WOLFROM, Président du comité exécutif du groupe Arcade**
Remis le 26 juin 2020 au Premier ministre
> [Lire le rapport](#)
- **« Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 », rapport de Myriam EL KHOMRI**
Remis le 29 octobre 2019 à la ministre des Solidarités et de la Santé.
> [Lire le rapport](#)

⁸ Rapports mis en ligne en 2019, ainsi que les rapports mis en ligne en 2020 correspondant à des missions lancées en 2019